

Interdépendance mondiale

- *Défi . . . aux individus, aux gouvernements, aux organismes internationaux*
- *Coopération . . . pour un système commercial multilatéral plus ouvert*
- *Interaction . . . pour un développement durable*

Le monde se transforme chaque jour sous nos yeux — politiquement, économiquement et physiquement. Les changements sont parfois brusques et évidents. Mais le plus souvent, ils n'apparaissent qu'au fil du temps. Nous acceptons les avantages qu'ils comportent, mais nous en craignons aussi les risques. Le changement nous met tous au défi, en tant qu'individus, que gouvernements ou que membres d'organismes internationaux. Pour réagir comme il se doit, nous devons faire preuve d'imagination, de créativité et d'initiative. Et, plus que jamais, l'interdépendance mondiale nous force à réagir collectivement si nous voulons pouvoir gérer ensemble des problèmes qui dépassent les capacités individuelles des gouvernements.

Lors de la réunion ministérielle de l'OCDE à Paris en juin 1989, le ministre des Affaires extérieures du Canada, M. Joe Clark, mentionnait le rôle important que doivent jouer l'OCDE et tous les autres organismes internationaux pour aider leurs membres à relever eux aussi les défis lancés aux grands pays industrialisés. Les organismes internationaux doivent être ouverts et dynamiques, capables d'aider à faire face aux faits nouveaux qui surviennent à l'extérieur des frontières nationales. À titre d'institutions, elles peuvent servir à focaliser les efforts de coopération avec le reste de la communauté internationale.

En matière de coopération, l'une des tâches les plus évidentes concerne les pays en développement. La gestion fructueuse des relations avec ces pays est un exercice complexe, difficile et urgent. Les programmes d'aide au développement et les efforts des pays en développement comporteront peu d'avantages durables si la communauté internationale n'arrive pas à coopérer comme il se doit pour assurer la croissance et la stabilité de l'économie mondiale dans un climat de libre concurrence.

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE, en outre, joue un rôle essentiel quant au maintien du volume et de la qualité de l'aide dans son ensemble. Il permet aussi de réfléchir sur le rôle des programmes et des politiques d'aide dans la promotion du développement. Le Comité a entrepris de situer les efforts de coopération internationale en matière de développement dans le contexte des défis des années 90. Ce travail, et les premières analyses en résultant, sont conformes à la politique canadienne de développement énoncée dans la stratégie publiée en mars 1988.



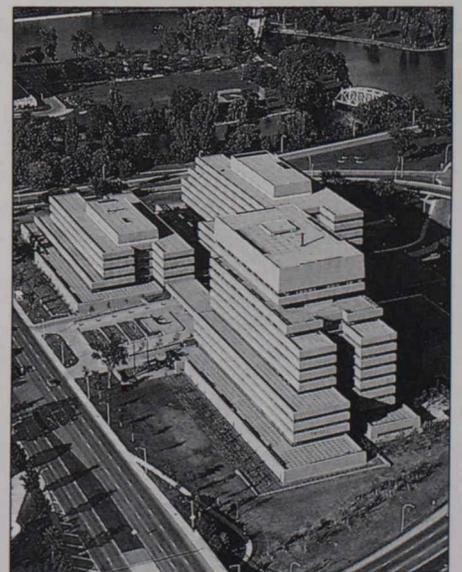
Les ministres des Affaires extérieures et du Commerce extérieur du Canada, Joe Clark et John Crosbie en consultation avec le Président de la Communauté européenne à Bruxelles.

Plus que jamais, l'interdépendance mondiale nous force à réagir collectivement si nous voulons pouvoir gérer ensemble des problèmes qui dépassent les capacités individuelles des gouvernements.

Cet examen a mené à plusieurs constatations : il faut appuyer les politiques et les programmes lancés par les pays en développement; de saines politiques économiques nationales sont essentielles à un développement et à une croissance durables; ces politiques doivent améliorer l'efficacité de l'économie, favoriser l'épargne intérieure et attirer les investissements étrangers essentiels au financement du développement.

Les réformes politiques doivent être non seulement saines sur le plan économique, mais aussi socialement acceptables. Les considérations sociales doivent donc être intégrées dans le processus général d'élaboration des politiques. La Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'OCDE sont de plus en plus sensibilisés à ce fait qu'ils prennent désormais en considération dans leurs travaux. C'est un changement souhaitable et il faut continuer dans ce sens.

Avec des réformes économiques intérieures appuyées comme il se doit, les pays en développement peuvent commencer à espérer voir la fin de leurs énormes difficultés. À mesure qu'ils progressent sur le plan économique, ces pays deviennent des partenaires com-



Le ministère des Affaires extérieures a adopté un nouveau nom d'usage — *Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada* — pour mieux refléter son mandat.

LE CANADA ET L'AFRIQUE

Publié par



Affaires extérieures et
Commerce extérieur
Canada

External Affairs and
International Trade
Canada

Direction des relations avec l'Afrique
francophone et le Maghreb (GAF)

125, promenade Sussex
Ottawa (Ontario)
Canada K1A 0G2

Hors du Canada, s'adresser à l'ambassade du
Canada.

Canada